



FRANCE

Des lycées font appel aux forces de l'ordre pour assurer la tenue des épreuves

A Nantes, Paris ou Rennes, la police est venue sécuriser l'accès aux salles de composition. Une première qui choque les enseignants

Du jamais-vu à l'éducation nationale. A plusieurs reprises, depuis le début des E3C, ces épreuves de contrôle continu du nouveau bac, les forces de l'ordre ont été appelées en renfort devant les établissements scolaires pour assurer l'accès aux examens. «*La police peut entrer dans un lycée ou être aux abords en cas de problème, cela n'a rien d'exceptionnel, précise l'historien de l'éducation, Claude Lelièvre. Mais dans le cadre d'un examen, c'est selon moi une nouveauté.*»

A Bordeaux, Nantes, Paris, Rennes ou encore au Mans, des scènes d'échauffourées entre la police et les lycéens ont eu lieu et ont largement circulé sur les réseaux sociaux, ces dix derniers jours, à mesure que les épreuves des E3C – qui peuvent être organisées jusqu'à mi-mars – se déroulaient dans les différentes académies.

Ainsi, les élèves de 1^{re} du lycée Touchard-Washington, au Mans,

devraient garder longtemps en mémoire leur première épreuve de bac. Jeudi 30 janvier, un petit groupe décide d'un blocage pour protester contre ces épreuves qu'il juge inéquitables et mal préparées. «*Quand je suis arrivée à 7h30, il y avait des policiers devant le portillon, et le proviseur*», affirme une élève de 1^{re}. Quelques élèves forment alors une chaîne humaine pour bloquer l'entrée.

«*Les policiers nous ont poussés, j'ai reçu du gaz lacrymogène dans le visage*», poursuit la jeune fille. Plusieurs élèves donneront un témoignage identique. L'un d'eux a même été obligé de se rendre à son épreuve d'histoire-géographie après avoir reçu du gaz lacrymogène dans les yeux. «*Le proviseur nous a dit que sinon, on aurait zéro*», assure-t-il. Les enseignants présents ce matin-là sont sous le choc. «*C'était tellement irréel qu'une partie des personnels du lycée a du mal à y*

croire», indique une enseignante qui dit avoir vu «*de nombreux élèves avec les yeux rouges, en larmes, nous demandant ce qu'il se passait*». Les élèves ont finalement été de nouveau convoqués mercredi 5 février.

«**Démonstration de force**»

Contacté, le proviseur du lycée n'a pas souhaité répondre à nos questions. Le rectorat de Nantes assure de son côté que la direction a «*tout fait*» pour que les épreuves se déroulent dans les meilleures conditions. Les enseignants, eux, ne décolèrent pas. «*Les élèves avaient organisé un blocus la veille et tout s'était fait dans le calme, affirment deux d'entre eux. C'est la présence de la police qui a tout fait dégénérer.*» Les parents d'un élève ont décidé de porter plainte contre le proviseur pour violences. Le parquet du Mans n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Les forces de l'ordre ont aussi été appelées à plusieurs reprises depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites, puis contre les E3C, au lycée Hélène-Boucher, à Paris, un établissement où les contestations sont fréquentes. Jeudi 6 février, alors que les élèves sont convoqués, à 9 heures, pour passer l'épreuve de langues vivantes, un groupe d'une centaine d'entre eux refuse de rejoindre les classes et s'assoit dans les escaliers, avant d'entamer un tour du lycée en criant.

La proviseuse de l'établissement, Armelle Nousis, dit alors avoir décidé d'appeler la police à ce moment-là, «*parce que les professeurs et les élèves étaient en danger*» face à des «*jets de fumigènes et des vitres brisées*». Vers 11h30, l'épreuve d'histoire-géographie, prévue l'après-midi, est finalement annulée. «*On est sortis entourés d'une haie d'honneur de policiers*», rapporte un lycéen.

A Rennes, le rectorat a également pris le parti d'organiser des E3C sous haute surveillance, mercredi 5 février. «*On a vu débarquer une petite dizaine de cars des forces de police*», relate un enseignant du lycée Victor-et-Hélène-Basch, où étaient également convoqués les candidats du lycée Bréquigny pour limiter les risques de blocus, les épreuves de la semaine précédente ayant été reportées à plusieurs reprises avant d'être regroupées sur la même journée.

L'équipe enseignante du lycée n'a pas été autorisée à entrer, mais assure que les élèves ont rapporté de nombreux dysfonctionnements. «*Ils ont passé les épreuves dans l'amphithéâtre, dans le self et au CDI, dans des lieux qui ne sont pas adaptés aux examens, s'inquiète l'un d'entre eux. On est choqués par cette démonstration de force à l'extérieur alors qu'à l'intérieur, l'examen se déroule n'importe comment.*»

De son côté, le rectorat assume l'ensemble de ces décisions et confirme qu'une «*soixantaine*» de CRS étaient présents ce matin-là devant l'établissement. «*Nous avons choisi ce dispositif en accord avec la préfecture, parce que nous savions qu'un groupe de manifestants issus de l'université comptait venir devant le lycée*», précise le directeur de cabinet du recteur, Stéphane Caron, qui ajoute qu'il était indispensable «*d'assurer la sécurité des élèves*».

Dans les rangs des enseignants, on s'émeut d'avoir vu des membres des forces de l'ordre «*trier*» les lycéens à l'entrée, ce que le rectorat dément. «*Il s'agissait simplement de distinguer les élèves, convocation à la main, des manifestants rassemblés devant le lycée*», défend Stéphane Caron. «*C'est moi-même, avec l'équipe de direction, qui ai vérifié l'identité des candidats.*» ■

VIOLAINE MORIN